

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 16 DECEMBRE 1954

Cinquante-sixième année. — N° 409
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10°)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 556176

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 62 n° : 1.000 fr.
26 n° : 500 fr. ; 13 n° : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 n° : 1.250 fr.
26 n° : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

Une augmentation
supérieure au
MINIMUM
VITAL

Pendant que les chômeurs, les vieux, les économiquement faibles
et les travailleurs les plus humbles connaissent la misère
Messieurs les députés se sont appliqué l'échelle mobile !

LA LUTTE CONTINUE EN AFRIQUE DU NORD

Mendès-France n'y peut rien !

L'ASSEMBLEE nationale vient d'approuver, par 294 voix contre 265, la politique Mendès-France en Afrique du Nord. L'Assemblée vient ainsi de faire du meurtre, de la répression, du chantage criminel des colons, une règle de conduite qu'il faudra à l'avenir conserver, améliorer si possible. Le colon-roi, l'impérialisme-roi, ont été approuvés par les « élus » d'un peuple qui condamnerait les méthodes de colonialisation s'il les connaissait, s'il était conscient des milliers de meurtres qui se commettent au nom de la

« civilisation ». Beaucoup de députés qui ont voté contre Mendès-France veulent d'ailleurs aller plus loin dans l'odieuse répression. Ils trouvent que le gouvernement est trop doux. Ils pensent que des procédés plus violents assureraient mieux l'avenir de la « France » dans les terres qu'elle occupe.

Quelle est exactement la situation en Afrique du Nord ? Est-elle aussi belle que l'a dépeinte Mendès, pour clore les débats de l'autre soir ? Telles sont les questions que se posent les Français.

Répondons en citant quelques faits très significatifs.

TUNISIE.

Les Fellagha se rendent ?

D'APRES la bonne presse les fellaghas se sont rendus, même Lazhar Chraïti « le chef suprême ». 2.713 hommes ont cessé le combat. Mais le colonialisme n'a pas l'air très disposé à laisser de côté ses privilèges. L'exploitation va continuer aussi féroce qu'avant avec la complicité de certains dirigeants du Néo-Destour. Cela trompera peu de temps et demain 2.713 nouveaux fellaghas reprendront les armes, les conditions étant les mêmes !

D'ailleurs, personne ne peut croire qu'il n'y avait que 2.713 fellaghas en Tunisie. Il y avait en fait toute la population. Qu'une partie de cette population se soit laissée prendre à la politique louchouzeuse de la tête du Néo-Destour, c'est fort possible ! Mais pas pour très longtemps. L'expérience aidant, la lutte reprendra avec plus de vigueur.

ALGERIE.

Lynchage à Tizi Reniff

LE JOURNAL D'ALGER » annonçait le 10 novembre que la population du Tizi-Reniff avait « lynché durement » des fellaghas que la gendarmerie venait de capturer. Un prisonnier fut tué, un autre blessé. C'était un bel exemple de la haine que les masses indigènes « demeurées saines » portent aux nationalistes. Aucun autre détail ne fut donné sur cet incident jusqu'au jour où Mme Marie Perrot écrivit dans « L'Alger républicain » que le lynchage n'était pas le fait de la population musulmane.

Il s'est confirmé par la suite que le lynchage avait été effectué par le fils du maire de Tizi Reniff, Guignard, sous les yeux des gendarmes qui ne sont pas intervenus. Cet individu, hors de lui de colère, a été tué par un autre individu, sous le couvert de la foule, jusqu'à ce que l'homme soit mort.

APRÈS LA PERTE DE SEPT CHALUTIERS

Les responsables des 64 morts

SEPT navires de pêche bretons sont perdus :

Quels ont été les secours ? Un chalutier et un remorqueur (à marche lente) ; c'est tout ! Il y eut bien deux avions. Mais par mauvais temps, ils ne peuvent repérer des embarcations ou des hommes accrochés à des épaves. Pourquoi le ministre Chaban-Delmas n'a-t-il pas demandé au gouvernement de faire sortir des navires de guerre qui, eux, peuvent malgré les mauvais temps rester des jours en mer à bonne vitesse ?

Parbleu, le gouvernement Mendès réserve les crédits uniquement aux exercices militaires.

Donc les premiers responsables des morts sont les gens du gouvernement.

Et leurs complices

En d'autres temps, le « Populaire » socialiste et « l'Humanité » du P.C.F. auraient mené campagne sur ce thème. Tout cela a disparu.

Aujourd'hui ces messieurs ne veulent pas faire de peine au gouvernement. La mort des marins sert même à de la littérature comme le « Perdus en mer » de « l'Humanité » du 10 décembre !

Il est donc clair que 64 marins sont morts parce que le gouvernement n'a pas mis tout en œuvre pour les sauver. Et les politiciens du parti socialiste et du P.C.F. sont ses complices.

Autre question : pourquoi les marins pêcheurs sortent-ils par mauvais temps ?

Parbleu, si on ne sort pas, on n'arrivera pas à donner la becquée aux gosses !

Voilà qui ajoute aux responsabilités du gouvernement et de tous les politiciens.

Les syndicats du bâtiment ont bien arraché une allocation d'indemnité versée quand les mauvais temps empêchent les ouvriers de travailler.

Et pourquoi n'en est-il pas de même pour les marins pêcheurs ?

Si les syndicats appartenaient aux ouvriers au lieu de servir aux politiciens, cela ne se serait pas passé ainsi. Par exemple, si, comme autrefois, le syndicat de l'arsenal de Brest était autre chose que la propriété de politiciens du P.C.F., les ouvriers de l'arsenal dont plusieurs avaient des parents à bord des chalutiers en péril, seraient montés en masse à la préfecture maritime faire entendre la voix des travailleurs exigeant l'envoi à la mer de navires de guerre.

Et voilà les quêteurs

Le ministre Chaban-Delmas a osé lancer un appel à des collectes parmi le peuple pour soutenir les familles des victimes. Le monsieur a du toupet. Trois jours avant son discours à la radio, toute la presse a publié que le député socialiste Mazier, rapporteur du budget de la Marine marchande avait eu la Compagnie des Messageries Maritimes à fait, en 1953, 1 milliard 924 millions de bénéfices net à cause des transports pour l'Indochine !

Croyez-vous qu'on ne pourrait pas puiser dans cette caisse pour indemniser les familles des morts ? Et dans celle de la Compagnie du Canal de Suez qui à chaque passage de bateau encaisse la grosse somme (elle fait même payer pour les corps des morts qu'on ramène d'Indochine).

Il faut le crier

Les responsables des morts sont donc le gouvernement et les partis qui se disent ouvriers (et ne le sont plus). L'aide aux familles doit être immédiate et puisée dans les caisses des Messageries Maritimes et de Mendès-France.

Que cela se dise partout ! Que la question soit posée dans tous les syndicats de marine, de dockers et des arsenaux pour qu'ils redeviennent le bien des travailleurs et non celui des politiciens. Que sur tous les marchés, à chaque poisson qu'elles achètent, les ménagères orientent ces vérités contre les profiteurs de la misère et de la mort des travailleurs de la mer.

Jean LE PEN (Brest).

La réunion du Comité National contre la Répression Colonialiste

Le jeudi 9 décembre a eu lieu la réunion pour la constitution du Comité de lutte contre la Répression colonialiste.

Etaient présents :
— Fédération Communiste Libertaire.
— Parti Communiste Internationaliste.

Comité de Défense sociale et d'entraide.
— Un jeune de l'U.J.R.F.

C'est sans doute à bout de force qu'il n'a pas achevé le second.

Envoi du contingent

La Commission de la Défense nationale, réunie sous la présidence de M. Max Lejeune, a entendu M. Christian Fouchet, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, M. Mitterrand.

Michel DONNET-MALLA.

(Suite page 2, col. 1.)

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION COLONIALISTE

Tous à Wagram
Mardi 21 décembre, à 20 h. 45
(métro Etoile ou Ternes)

POUR :

- La libération des emprisonnés.
- La fin de la détention de Messali Hadj.
- La levée de l'interdiction du M.T.L.D. et de sa presse.
- La fin des mesures d'interdiction et de saisie contre la presse libre métropolitaine, notamment en France (« Le Libéraire » saisi le 11 novembre 1954) et en Afrique du Nord (« Le Libéraire », « La Vérité », etc.).
- L'arrêt de la répression militaire et policière contre les peuples d'Afrique du Nord.
- Le retrait des forces de répression et du contingent d'Afrique du Nord : NOUS NE VOULONS PAS QUE NOS FILS TUENT OU SOIENT TUÉS POUR LES GROS COLONS D'ALGERIE.
- La solidarité ouvrière aux peuples d'Afrique du Nord en lutte pour leur indépendance et leur libération.

GRAND MEETING

Sous la Présidence de DANIEL GUERIN

G. FONTENIS Pour la Fédération Communiste Libertaire

STEPHANE JUST Pour le Parti Communiste Internationaliste

Un camarade du MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAINE

P. PHILIPPE Pour l'Action Jeune Révolutionnaire

RIGUIDEL Des Cercles de Défense Sociale et d'Entraide

LOLA ROUSSEL Pour le Comité de Lutte des Syndicats Révolutionnaires

R. OLLIVIER de la C.G.T.

LANGE Du syndicat C.N.T.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

de l'A.O.I.P.

RAVAILLEURS, si vous avez conservé vos feuilles de paye de janvier 47, janvier 50 et janvier 55, regardez-les bien et vous verrez que vos salaires sont restés bien au-dessous de l'augmentation du coût de la vie, pendant que les parasites du Palais-Bourbon ont multiplié leur « indemnité » plus de 5 FOIS !

Ils étaient à 499.000 fr. au 1^{er} janvier 47, à 1.300.000 fr. en janvier 50 et ils seront à 2.600.000 fr. au 1^{er} janvier 55.

Ils touchaient par mois 175.729 fr. avant le 1^{er} juillet, ils étaient passés à 186.675 fr. et ils viennent de s'octroyer 25.882 fr. d'augmentation par mois. Ils vont donc percevoir maintenant 212.557 fr. par mois.

Et si l'on compte les indemnités pour les séances de nuit (131 millions) et si l'on sait que les frais de secrétariat des députés et des groupes sont payés par un budget de 218 millions, que chaque député a le courrier gratuit (45 millions au Budget), 3.000 communi-

cations téléphoniques urbaines (8 millions au Budget) par an et des facilités de voyage, on s'aperçoit que c'est près de 250.000 fr. par mois que touche chacun de ces Messieurs.

Qu'on ne vienne donc pas invoquer la question des « frais » de secrétariat, de téléphone, de courrier et de déplacement. On veut aussi parfois justifier l'indemnité parlementaire en prétextant qu'elle permet aux humbles d'accéder au Parlement ! Vaste plaisanterie : ce sont les frais de candidature que les humbles ne peuvent supporter ; seuls les représentants de la bourgeoisie peuvent affronter seuls une campagne électorale, les autres candidats sont nécessairement ceux des grands partis où la question de fortune individuelle ne joue pas.

Et puis, les députés P.C.F. se passent bien d'une partie de leur indemnité versée à leur parti. Ils n'en meurent pas et ils ont pu se permettre, de plus, de voter contre la dernière augmentation le 8 décembre. Le métier de député n'est donc pas si désagréable...

Mais ce n'est pas tout. Sait-on (malgré que les documents aient été cachés à la presse par les services de l'Assemblée) que des crédits plus stupéfiants encore ont été inscrits dans le budget total de l'Assemblée (4.348 MILLIONS) ?

Nous relevons en effet : 688 MILLIONS de subvention à la caisse des pensions des anciens députés, 17 MILLIONS pour le service automobile, 3 MILLIONS pour l'entretien des jardins, 37 MILLIONS 1/2 POUR L'ENTRETIEN DU MOBILIER et des crédits sont prévus pour le paiement des deux immeubles acquis 95 et 99, rue de l'Université, en face du Palais-Bourbon, où seront installés des bureaux pour les députés et aussi... UN APPARTEMENT POUR M. EDOUARD HERRIOT, président d'honneur de l'Assemblée.

Une excellente opération de « Squattage » en perspective : gageons que l'abbé Pierre n'osera pas, mais d'autres oseront peut-être !

Enfin, l'Assemblée de l'Union Française obtient 700 millions pour déménager de Versailles à Paris !

Pendant ce temps, les sans-logis et les mal-logés seront abreuvés de promesses, les chômeurs se contenteront de 225 fr. à 300 fr. par jour, les vieux auront 5.760 fr. par mois, les économiquement faibles 3.000 fr. par mois et les salariés de l'Etat viennent d'obtenir une augmentation de... 500 francs.

25.000 fr. d'augmentation mensuelle pour les députés : cela doit inciter les travailleurs à revendiquer. Ce sont les « représentants du peuple » qui reconnaissent eux-mêmes que les salaires doivent être 5 fois ce qu'ils étaient en 47 !

En avant donc pour le programme ouvrier de la F.C.L., pour l'augmentation uniforme de 10.000 fr. par mois. Le sursaut de colère qui nous a tous animés quand nous avons appris que les guignols du Palais-Bourbon s'étaient « sacrés » doit se transformer en volonté de lutter farouchement pour nos salaires.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

COURSAN.

UN PAS DE PLUS VERS LA GUERRE !

A la veille de ratification des accords de Londres

MENDÈS-FRANCE, le bon samaritain de la bourgeoisie française, gagne tout doucement ses petites batailles parlementaires. Et il faut bien le dire les grandes vedettes des partis n'élèvent pas la voix à la Chambre des députés pour contrecarrer la politique du sauveur. Quelques sous-ordres donnent le grand coup de gueule pour faire quand même voir que l'on n'est pas tout à fait d'accord. Les banques et la grosse industrie accordent la confiance à Mendès. Quelle meilleure indication pour les représentants des classes possédantes au Parlement !

Quant au parti socialiste, embourgeoisé parce que vide de toute représentation ouvrière et sans substance révolutionnaire, il suit tout bêtement le grand homme pensant que, comme Lagardère, il va préserver la pauvre S.F. I.O. des coups de droite, comme de ceux de gauche. Le P. C. qui a voté pour Mendès-France au moment de son investiture et qui a pu seulement s'abstenir sur le vote des pleins pouvoirs, critique maintenant le gouvernement parce qu'en signant les accords

(Suite page 2, col. 2.)

Télégramme de DANIEL GUÉRIN à l'U.G.T.T.

Il y a deux ans, Ferhat Hached, secrétaire de l'U.G.T.T., était assassiné. L'U.G.T.T. avait décidé d'une manifestation de commémoration, mais celle-ci a été interdite par la Résidence générale. Et le gouvernement tunisien s'est bien gardé de protester...

Quelques jours avant sa mort, FERHAT HACHED avait eu une conversation avec notre camarade D. GUERIN, au cours de laquelle il lui avait confié savoir qu'il allait être assassiné.

Par la suite, D. Guérin témoigna devant le juge d'instruction chargé de l'affaire et a sans cesse, depuis le douloureux événement, réclamé le châtiment des coupables.

Voici le texte du télégramme qu'il vient d'adresser au secrétariat de l'U.G.T.T. et auquel le C.N. de la F.C.L. s'associe totalement :

« EN CES JOURS D'ANNIVERSAIRE, JE DEPLORE, COMME VOUS, QUE VOTRE GRAND DISPARU AIT ETE SI MAL COMMEMORE ET LE CHATIMENT DE SES ASSASSINS SI PEU RECLAME. »

